



**Bernard Durand**

Président de la FASM

Croix-Marine

Paris (75)

Qui aurait pu dire que les inquiétudes qui avaient prévalu dans le choix du thème de nos journées de Marseille seraient confirmées à ce point, et dans la ville même où celles-ci se sont tenues.

En effet, le lendemain de Noël, au mépris de tous les droits proclamés dans nos lois républicaines, un patient a été jeté en pâture à la vindicte publique et considéré comme l'ennemi public numéro 1 : il est devenu le nouveau paradigme de la dangerosité et de l'insécurité : « *un schizophrène dangereux s'est évadé d'un hôpital : gare au schizophrène* ». Quelle honte pour notre démocratie et quel déni des principes élémentaires du secret médical et de la confidentialité, réitérés avec constance dans les référentiels dits de qualité de la HAS, lorsqu'on pense que le visage de cet homme malade passait en boucle sur nos écrans comme s'il s'agissait d'un quelconque truand, dans une confusion entre fugue et évasion, hôpital et prison.

Les faits méritent d'être précisés : il était prévu que ce patient puisse aller passer une journée de permission pour Noël avec sa mère : cette permission qui avait été soigneusement préparée et encadrée par les soignants avait été autorisée par le préfet. Or, tout cela a été remis en cause au dernier moment, car dans le contexte qui a suivi le discours d'Antony, les autorités se sont crues obligées d'annuler cette autorisation de sortie, sans bien sûr avoir la moindre idée des conséquences que cette décision pouvait entraîner sur un patient fragile qui a vécu subjectivement celle-ci comme un déni de justice. On mesure là l'impact des propos et donc de la responsabilité de la plus haute autorité de l'État, qui au lieu de porter l'espoir, comme on le voit outre-Atlantique, ne cesse au contraire d'entretenir la peur sans percevoir, semble-t-il, jusqu'où cela peut nous mener.

Qu'ont pu ressentir des familles en souffrance avec un enfant psychotique qui refuse les soins et qui trouvera dans de telles dérives encore plus de raisons de fuir les structures de soins psychiatriques confondues avec des lieux d'incarcération ?

Qu'est-ce qu'ont bien pu vivre également ces milliers de personnes qui savent et peuvent dire aujourd'hui qu'ils sont affectés de cette maladie, qui osent même s'afficher tels dans la cité, par exemple dans les GEM ouverts dans nos villes ?

## Éditorial Santé mentale et psychiatrie : le défi de la liberté Regard sur des logiques contradictoires

J'ai assisté ainsi à l'inauguration d'un GEM à laquelle participaient le Préfet, le Président du Conseil Général, le maire de la cité : j'ai vu ainsi ce Préfet s'attarder non pas avec des professeurs ou des directeurs, comme cela se passe habituellement lorsqu'un préfet visite un hôpital, mais avec les usagers du GEM qu'il inaugurerait : il considérerait ces personnes pour ce qu'elles étaient, dans ce lieu, à savoir des citoyens s'organisant dans une démarche de solidarité et d'entraide (bien que son cabinet l'eût sans aucun doute prévenu qu'il s'agissait de personnes souffrant de troubles psychiques). Si je fais ce rapprochement entre des attitudes extrêmes, c'est bien qu'il illustre cette logique contradictoire, que nous avons soulignée dans le titre de nos journées, cette hésitation française pour reprendre le titre de l'intervention de Denis Salas : d'un côté des avancées vers la facilitation du lien social et la déstigmatisation et de l'autre un reflux sécuritaire qui nous fait craindre le retour des pratiques ségrégatives et d'enfermement dans le déni de la folie et de la souffrance qu'elle produit.

Mais ce qui s'est passé à Marseille autour de Noël interroge également la responsabilité de nos médias. Nous parlons de la nécessité de mieux former les professionnels de la psychiatrie, mais ne faudrait-il pas également exiger que les journalistes soient mieux formés sur les droits des personnes et l'impact de leurs propos, parfois peu éthiques et par trop directifs sur la conscience de nos concitoyens ? Ont-ils conscience de leur responsabilité dans le niveau de notre démocratie ? Le lynchage médiatique auquel nous avons assisté doit nous faire réfléchir, ensemble, journalistes et acteurs du champ de la santé mentale, à la dérive de nos représentations qui produit un amalgame entre dangerosité et troubles mentaux, au mépris de la déontologie des différentes professions en jeu. Car si nos "people" savent se défendre et trouvent les aménagements nécessaires y compris sur le plan judiciaire et financier lorsque les bornes sont dépassées, il n'en n'est pas de même pour ce patient devenu le paradigme de l'insécurité.

Comme ne cessent de le rappeler tant l'UNAFAM que les études statistiques réalisées, les patients qui souffrent de troubles psychotiques sont bien plus souvent eux-mêmes victimes qu'auteurs d'actes de violence. Nous ne pouvons accepter que les autorités publiques utilisent la souffrance des victimes et de leurs familles et l'opposent à la souffrance des malades mentaux et de leurs familles, car il est de leur responsabilité au contraire de rechercher comment concilier la liberté de chacun avec la sécurité de tous.

Nous attendons également des médias, un véritable travail d'information et de réflexion sur des sujets aussi sérieux, plutôt que des réactions de lynchage qui ne font qu'alimenter les réactions de rejet et de discrimination. La FASM les invite à un véritable dialogue dans un esprit de tolérance et de réflexion afin de construire le "vivre ensemble", dans une société qui ne serait pas dominée par la peur et la recherche de boucs émissaires qui permet d'occulter d'autres réalités plus gênantes.

Retrouvez l'éditorial sur le site de la FASM Croix-Marine : [www.croixmarine.com](http://www.croixmarine.com)